

- Des effets secondaires pourront découler des modifications apportées à la compétitivité de l'Europe, au mouvement de l'investissement direct et des capitaux ainsi qu'au déplacement des échanges commerciaux. Toutefois, il est très difficile de mesurer l'incidence de cette évolution sur le Canada et, après examen, nous concluons que ces conséquences indirectes ne seront pas notables. Les marchés ouverts des échanges commerciaux et des capitaux du Canada ainsi que son taux de change variable présentent l'avantage de pouvoir absorber avec minimum d'inconvénients les changements extérieurs éventuels. Si la productivité, la croissance et les revenus augmentent à long terme en Europe sous l'effet indirect de l'UEM, l'économie ouverte du Canada devrait profiter des nouveaux échanges commerciaux qui en résulteront.
- Si l'Europe entre dans une période de stagnation après l'UEM en raison d'une politique de change stricte sur l'euro, des contraintes exercées par le Pacte de stabilité sur la politique budgétaire et de l'absence d'efforts de déréglementation des marchés, des voix pourraient s'élever en Europe en faveur d'une approche plus protectionniste du commerce des arrangements commerciaux multilatéraux. D'après l'opinion officielle en Europe, toutefois, l'UEM stimulera l'activité économique sur le continent.
- Il existe une foule de points techniques qui pourraient être pertinents pour les participants aux échanges commerciaux et aux marchés financiers en Europe; qu'il suffise de penser par exemple aux occasions d'affaires que présentent les mises à niveau de la technologie de l'information rendues nécessaires par l'Union économique. La Banque d'Angleterre et le Conseil national du crédit de France, parmi d'autres, ont publié des documents techniques utiles sur la transition vers l'UEM.